



Claude Nicolet et l'étude des finances publiques républicaines : le métier d'un citoyen

Clara Berrendonner

► To cite this version:

Clara Berrendonner. Claude Nicolet et l'étude des finances publiques républicaines : le métier d'un citoyen. Cahiers du Centre Gustave Glotz, 2019, XXX, pp.191-209. <hal-04248993>

HAL Id: hal-04248993

<https://hal.science/hal-04248993v1>

Submitted on 19 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

CAHIERS DU CENTRE GUSTAVE-GLOTZ
XXX - 2019

Panos CHRISTODOULOU, Remarques sur l'apparition du titre aulique « parent » du roi. Le cas des stratèges lagides de Chypre (217-145 av. J.-C.).....	9
Jean-Sébastien BALZAT, Les Romains de la diaspora à Délos (fin du II ^e s. – début du I ^{er} s.)	29
Lucia ROSSI, Entrepôts et commerce : études de cas en Égypte hellénistique et romaine	53
Louis AUTIN, Rumeur et crise aux I ^{er} et II ^e siècles ap. J.-C. : sur la valeur historique d'un motif littéraire	81
Hélène ROUGIER, S'associer par-delà les Alpes : le collège des <i>Cisalpini et Transalpini</i> ...	113
<i>La machinerie de la cité. Retours sur Le métier de citoyen de Claude Nicolet</i> (Dossier réuni par Pascal Montlahuc)	137
Clément BUR, Le <i>census</i> , ressort oublié de la machinerie républicaine	145
Bertrand AUGIER, Le métier des armes : l'armée et la guerre dans le <i>Métier de citoyen</i>	165
Clara BERRENDONNER, Claude Nicolet et l'étude des finances publiques républicaines : le métier d'un citoyen	191
Robinson BAUDRY, Portrait du citoyen en électeur	211
Pascal MONTLAHUC, Claude Nicolet et les « langages parallèles » du citoyen. (Ré) introduire le politique à Rome	227
Cyril COURRIER, Jean-Pierre GUILHEMBET, Le métier de citoyen dans la ville : vie civique et topographie urbaine.....	247
Thibaud LANFRANCHI, Le citoyen moins la religion.....	273
Catherine VIRLOUVET, Postface	283
<i>Bulletin de liaison de la Société française d'études épigraphiques sur Rome et le monde romain</i> , année 2019	291
Résumés/Abstracts	295



CAHIERS DU CENTRE GUSTAVE-GLOTZ XXX- 2019



CAHIERS
DU CENTRE GUSTAVE
GLOTZ
XXX - 2019



ÉDITIONS DE BOCCARD

Les *Cahiers du Centre Gustave Glotz* sont nés en 1990, sous la forme d'un recueil d'articles intitulé « Du pouvoir dans l'Antiquité » et coordonné par Claude Nicolet. Ils se sont transformés en une revue annuelle dès l'année suivante. Depuis la fusion entre le Centre Gustave Glotz, le Centre Louis Gernet et l'équipe Phéacie en 2010, ils constituent l'une des revues publiées par l'Unité mixte de recherche « Anthropologie et histoire des mondes antiques » (ANHIMA) du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

CLAUDE NICOLET ET L'ÉTUDE DES FINANCES PUBLIQUES RÉPUBLICAINES : LE MÉTIER D'UN CITOYEN

Le chapitre VI du *Métier de citoyen dans la Rome républicaine*, intitulé « *Aerarium*. Le citoyen et les finances publiques »¹, présente une double particularité. D'une part, il ne traite que très partiellement le sujet annoncé par son titre, parlant fort peu du Trésor Public et presque d'un seul aspect des finances civiques². D'autre part, son contenu recoupe très largement celui d'un petit volume paru la même année chez Rudolf Habelt à Bonn, *Tributum*³. Une note finale adjointe à ce dernier⁴ laisse deviner les rapports des deux textes : alors qu'il engageait une réflexion sur la fiscalité antique⁵, Claude Nicolet avait songé en 1973 à faire paraître de façon anticipée une section de ce qui deviendrait le *Métier de citoyen*. Le retard accumulé par cette publication eut pour effet que le *Métier de citoyen* sortit le premier, avec un chapitre VI modifié pour préserver la teneur de *Tributum*. « *Aerarium* » est donc un intitulé par défaut pour une section qui porte principalement sur le citoyen romain devant l'impôt.

Le plan du *Métier de citoyen* est parfaitement cohérent. Dans le chapitre VI, il s'agit, après avoir envisagé entre les chapitres III et V les obligations militaires

1. Nicolet 1976a, p. 200-280. Un résumé en est donné dans Nicolet 1976c = 2000a, p. 71-77.

2. Les institutions financières n'apparaissent que fugacement p. 217-218, 222, 230; l'administration financière, en particulier le Trésor Public, n'est évoquée que p. 202-203, 224-227 (où est synthétisé Nicolet 1963), 239-241, 255 et 276; la dépense publique n'est envisagée qu'à travers le seul exemple des *frumentationes* p. 250-280; l'articulation des finances romaines et des finances civiques locales n'est abordée que p. 229.

3. Nicolet 1976b. C'est dans ce volume qu'il faut chercher les notes du chapitre VI du *Métier de citoyen*. Nicolet 1976a, p. 202-203 = 1976b, p. 4-6; Nicolet 1976a, p. 205-206 = 1976b, p. 7-10; Nicolet 1976a, p. 229-230 = 1976b, p. 13-15; Nicolet 1976a, p. 207-208 = 1976b, p. 17-18; Nicolet 1976a, p. 209-210 = 1976b, p. 22-26; Nicolet 1976a, p. 210-213 = 1976b, p. 27-32; Nicolet 1976a, p. 213-217 = 1976b, p. 35-45; Nicolet 1976a, p. 218-220 = 1976b, p. 46-53; Nicolet 1976a, p. 222-223 = 1976b, p. 58-65; Nicolet 1976a, p. 223-227 = 1976b, p. 66-79; Nicolet 1976a, p. 242-250 = 1976b, p. 94-98.

4. Nicolet 1976b, p. 103.

5. Sur le contexte académique et intellectuel de la création du Centre Glotz et les projets qui aboutirent à la publication de Chastagnol-Nicolet-Van Effenterre 1977 et Van Effenterre 1979, ainsi qu'à terme, à la création de l'ERA 757 du CNRS, voir Christol 2011, p. 85-88.

du citoyen romain, d'examiner ses devoirs fiscaux⁶. Le plus important consistait dans le versement de la contribution exceptionnelle de guerre, le *tributum*, dont Varron⁷ indique qu'il était corrélé au cens du citoyen⁸. Le chapitre VI est donc, comme la majorité des autres, un développement du chapitre II consacré au *census*, véritable matrice de l'ensemble du livre⁹.

La spécificité de l'approche de C. Nicolet dans le *Métier de citoyen*, si on l'envisage dans une perspective historiographique, tient en trois points, la sélection de son objet d'étude, sa méthode de travail et la fécondité de sa pensée.

ÉCRIRE, C'EST CHOISIR

« Il n'y a pratiquement rien sur les finances publiques des Romains depuis J. Marquardt... »¹⁰

S'intéresser à la fiscalité romaine républicaine, au début des années 1970, était une sorte d'incongruité. À l'époque, l'étude des questions fiscales, dans le domaine de l'Antiquité, se partageait entre le commentaire des *Athenian Tribute Lists* et l'analyse de la documentation papyrologique égyptienne. Le choix de ce thème de recherche par C. Nicolet découlait de ses travaux universitaires sur les publicains, entamés dans le prolongement de sa thèse¹¹, mais sans doute aussi, plus profondément, de son engagement aux côtés de Pierre Mendès-France¹². En effet, ce dernier avait été à la fois un spécialiste des finances dans son action publique¹³ et un théoricien du sujet¹⁴. Parmi ses plus proches collaborateurs, Gabriel Ardant¹⁵, inspecteur

6. Nicolet 1976a, p. 200.

7. Varr. *ling.*, 5, 181.

8. Nicolet 1976a, p. 211-214.

9. Voir les contributions de C. Bur à propos du *census* et de B. Augier sur l'armée.

10. Nicolet 1976a, p. 202, n. 1.

11. Les premières années du séminaire de C. Nicolet à l'EPHE furent consacrées aux sociétés vectigaliennes (de 1970 à 1975). Durant l'année universitaire 1971-1972, les séances dévièrent vers le *tributum* pour vérifier une hypothèse de B. Cohen, qui pensait que l'expression *tribuni aerarii* désignait les publicains (Nicolet 1976b, p. 47, n. 81).

12. Crémieux-Brilhac 2011, p. 50-52. C. Nicolet entra en 1956 au comité de rédaction des *Cahiers de la République*, revue fondée par P. Mendès-France, et finit par en assumer *de facto* la rédaction en chef.

13. P. Mendès-France fut sous-secrétaire d'État au Trésor dans le gouvernement de L. Blum en 1936, puis Commissaire aux Finances du CFLN en 1943. Il présida de 1952 à 1954, puis de 1955 à 1960, la Commission des Comptes (équivalent de l'actuelle Commission des Finances) à l'Assemblée nationale. En 1954, devenu Président du Conseil, il articula son action sur un « Programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social » qui donna lieu à la réforme fiscale introduite par la loi du 10 avril 1954 (Wolff 1985, p. 24-30).

14. P. Mendès-France avait soutenu en 1928 une thèse consacrée à l'œuvre financière du gouvernement Poincaré (Mendès-France 1984-1990, I, p. 43-95). Il publia ensuite différentes contributions sur l'équilibre budgétaire, l'impôt sur le capital, l'influence de la fiscalité sur la production et le problème de la fraude fiscale (Mendès-France 1984-1990, I, p. 104-106, 111-113, 192-195, 275-278 ; IV, p. 214-216). Voir Orsoni 1989, p. 419-442.

15. G. Ardant fut à partir de 1943 Délégué du Commissaire aux Finances du CFLN. Revenu à la haute Fonction Publique en 1946, il rejoignit en 1954 le groupe de travail destiné à préparer le programme de gouvernement de P. Mendès-France. La proximité intellectuelle des deux hommes se traduisit par la publication de Ardant, Mendès-France 1954, repris avec des modifications dans

des Finances, avait publié plusieurs ouvrages sur l'histoire de la fiscalité¹⁶ qui sont cités dans le *Métier de citoyen*¹⁷. G. Ardant et C. Nicolet appartenaient tous deux au comité de rédaction des *Cahiers de la République*, et la permanence de leurs liens amena G. Ardant à donner, à l'automne 1973, la première des conférences du Centre Gustave Glotz, « Histoire de l'impôt et histoire de l'État »¹⁸. Les finances publiques s'imposaient comme objet intellectuel, pour l'historien comme pour l'homme d'État, parce qu'elles modèlent les structures de la société politique et peuvent servir d'instrument pour les transformer.

Travailler sur la fiscalité de la Rome républicaine impliquait en tout cas une connaissance approfondie de la bibliographie de la fin du XIX^e siècle¹⁹, caractéristique intellectuelle majeure de C. Nicolet. Le chapitre VI du *Métier de citoyen* doit beaucoup à ses prédécesseurs, tant sur la forme que sur le fond²⁰, et en particulier à Joachim Marquardt et Paul Guiraud. L'étude du *tributum* s'articule en diverses rubriques (définition et dénomination, assiette, modalités de perception, évolution historique) qui structuraient déjà la présentation des auteurs du XIX^e siècle, si bien que les points de débat mis en relief²¹ sont exactement ceux qui partageaient l'historiographie de l'époque. Le *tributum* doit-il être défini comme un impôt ou un emprunt forcé²² ? Était-il un impôt de quotité ou de répartition²³ ? La responsabilité de sa perception incombait-elle aux questeurs ou aux *tribuni aerarii*²⁴ ? La nouveauté des réponses apportées par C. Nicolet réside moins dans

Ardant, Mendès-France 1973, et par un long article de P. Mendès-France dans *Le Monde*, saluant *L'histoire de l'impôt* de G. Ardant (Mendès-France 1984-1990, V, p. 481-490). Cf. Cardoni, Carré de Malberg, Margairaz 2012, p. 477-478.

16. Ardant 1965 ; Ardant 1971-1972.

17. Nicolet 1976a, p. 12, n. 1 et p. 213, n. 1. Voir aussi Nicolet 1976b, p. 2, n. 1 et p. 58, n. 90.

18. Ardant 1979, p. 1-6.

19. Les ouvrages utilisés sont cités dans Nicolet 1976a, p. 202, n. 1 et 1976b, p. 1-2, n. 1 et 2. Il s'agit de Willems 1885 ; Humbert 1886 ; Mommsen 1889 (en particulier p. 256-270), 1891 et 1894 ; Marquardt 1888 (en particulier p. 207-228) ; Guiraud 1905 (en particulier p. 160-203) ; dans une moindre mesure de travaux plus récents, Frank 1933 ; Philipp 1939, col. 1-4, 7-9 et 54-62 et Clerici 1943.

20. L'organisation de la matière en deux volets, les recettes et les dépenses, est empruntée à Willems 1885, p. 354-438 et Marquardt 1888, p. 95-377. C'est également de Willems 1885, p. 338-344 et Marquardt 1888, p. 193-206 que provient le tableau des *vectigalia* brossé dans Nicolet 1976a, p. 229-230 et 1976b, p. 13-14. L'analyse du prélèvement fiscal sous l'angle institutionnel (Nicolet 1976a, p. 217-218, 222, 230) reprend Willems 1885, p. 356-357 et 360 et Mommsen 1894, p. 109, 254, 337, 339, sans trancher entre leurs divergences.

21. Nicolet 1976a, p. 206 = 1976b, p. 19 ; Nicolet 1976a, p. 213 = 1976b, p. 35 ; Nicolet 1976a, p. 217-218 = 1976b, p. 46-47.

22. Mommsen 1889, p. 257, suivant Huschke 1838, p. 490 (qui en fait se contentait de dire que le *tributum* était remboursable « wie ein Darlehn »), faisait du *tributum* un emprunt forcé ; Marquardt 1888, p. 210 et n. 1 exprimait des réticences et y voyait un impôt extraordinaire (*idem* chez Guiraud 1905, p. 164-165 : ce n'est pas un emprunt puisque son remboursement est laissé à la libre appréciation des autorités romaines, et chez Clerici 1943, p. 408).

23. L'historiographie du XIX^e siècle considérait de façon majoritaire que le *tributum* était un impôt de quotité, sur la base de Liv. 29, 15, 9 et 39, 7, 4-5 (Willems 1885, p. 356 ; Humbert 1886, p. 23 ; Marquardt 1888, p. 211 ; Mommsen 1889, p. 260 ; Frank 1933, p. 66, 75, 79). Clerici 1943, p. 443-444 et 449 n. 5 et 6 postulait une évolution chronologique de l'impôt de répartition à l'impôt de quotité. Seul Guiraud 1905, p. 183-188 avait fermement opté pour un impôt de répartition.

24. Mommsen 1889, p. 261 et 1894, p. 254 estimait que les questeurs percevaient le *tributum*, en étant aidés par les *tribuni aerarii* qui étaient des « chefs des tribus ». Il était suivi par Humbert

ses conclusions²⁵ que dans les arguments invoqués, qui relèvent de la comparaison historique²⁶. La proposition la plus originale est qu'au regard des catégories de la science financière moderne, le *tributum* ne peut être qualifié d'impôt²⁷.

Les idées énoncées dans le *Métier de citoyen* ont été discutées sur deux points essentiellement²⁸. La conception traditionnelle du *tributum* comme impôt de quotité fut à nouveau défendue par Patrick Marchetti²⁹ à l'occasion du colloque *Armées et fiscalité dans le monde antique*³⁰, mais C. Nicolet resta ferme sur ses positions³¹ et fut suivi par l'historiographie ultérieure³². La principale inflexion apportée au *Métier de citoyen* est en fait due à une hésitation chronologique de C. Nicolet lui-même. Dans le chapitre VI de son livre³³, suivant Tite Live³⁴, il avait daté l'introduction du *tributum* et du *stipendium* du siège de Véies, alors qu'il reprenait dans le chapitre IV³⁵ l'idée, déjà avancée dans sa thèse³⁶, que la cité romaine n'avait pu exiger une contribution de guerre de ses ressortissants et leur verser une solde avant d'adopter la monnaie, à la fin du IV^e siècle. Il réintroduisit dans *Armées et fiscalité dans le monde antique*³⁷ ce point de vue, qui fut majoritairement accepté³⁸. Cette conception est cependant contestable, comme l'a souligné Kristian Mohr Mersing : les travaux d'Andrew Burnett³⁹ sur les débuts du monnayage romain montrent que le volume des frappes, durant la plus grande partie du III^e siècle, était insuffisant pour satisfaire aux besoins de la solde.

1886, p. 52 et Marquardt 1888, p. 221-223. Guiraud 1905, p. 196-197 était plus circonspect. De son côté, Willems 1885, p. 357 a introduit l'idée d'une évolution chronologique qui aurait vu les responsabilités des *tribuni aerarii* passer aux questeurs à la fin du IV^e siècle (*idem* chez Clerici 1943, p. 439-440).

25. Nicolet 1976a, p. 213-214; Nicolet 1976b, p. 35-37, 39, 45 et 100 voit dans le *tributum*, à la suite de P. Guiraud, un impôt de répartition, mais reste assez confus sur le sujet, en raison de la manière dont il imagine le calcul des obligations fiscales du citoyen par les censeurs (Nicolet 1976b, p. 45 : l'évolution amena la contribution de guerre à être un impôt de quotité de fait).

26. Nicolet 1976a, p. 213 : l'impôt de quotité est apparu plus tard dans l'histoire de la fiscalité ; voir également *infra* pour le recours à la comparaison entre Rome et Athènes.

27. Nicolet 1976a, p. 208-209.

28. On citera en outre, parmi les travaux récents sur le *tributum* qui font évoluer la perspective vers une approche quantitative, Rosenstein 2016a et b.

29. Marchetti 1977, p. 107-131. Naco del Hoyo 2011, p. 383 semble encore convaincu que le *tributum* était un impôt de quotité.

30. Chastagnol-Nicolet-Van Effenterre 1977. L'un des acquis du colloque fut la diffusion de la thèse d'E. Gabba suivant laquelle la tribu succéda à la centurie au début du III^e siècle comme cadre de répartition des obligations militaires et fiscales du citoyen (Gabba 1977, p. 30-32).

31. Nicolet 1976c, p. 191 = 2000a, p. 74; Nicolet 1977a (cité ici dans l'édition et selon la pagination de 1979), p. 246 = 2000a, p. 82; Nicolet 1978b, p. 2 = 2000a, p. 94; Nicolet 1982b, p. 943 = 1988a, p. 197.

32. Bleckmann 2016, p. 87. L'« équation » de calcul du *tributum* établie par Nicolet 1976a, p. 217 sert par exemple de base à Rosenstein 2016b.

33. Nicolet 1976a, p. 207-208; Nicolet 1976b, p. 18.

34. Liv. 4, 60, 5-7.

35. Nicolet 1976a, p. 156.

36. Nicolet 1966, p. 38, 41, 44.

37. Nicolet 1977b, p. 437 = 2000a, p. 81. La référence est à Gatti 1970, p. 135.

38. Marchetti 1977, p. 117 et 119; Harris 1990, p. 507; Rathbone 1993, p. 147; Humm 2005, p. 365, 378-380, 589; Cosme 2007, p. 23. Les auteurs anglo-saxons ne font pas référence à C. Nicolet. Northwood 2008, p. 265, n. 30 se limite à poser le problème.

39. Burnett 1989, p. 48 et 53.

Ceci signifie que le *stipendium* n'était au départ pas acquitté en numéraire, et qu'il n'y a pas de corrélation entre son institution et l'apparition de l'outil monétaire à Rome⁴⁰.

Pour une sociologie de l'impôt

Dès lors, si la plus grande partie du chapitre VI du *Métier de citoyen* s'inscrit dans la continuité de l'historiographie du XIX^e siècle, en quoi innove-t-il ? C'est en fait dans la problématique générale de l'ouvrage, rapportée ici à la question des finances, que réside sa force : il s'agit non de faire une étude de l'impôt en lui-même, mais des « réactions des citoyens romains face à l'impôt », de « l'expérience vécue de la fiscalité »⁴¹. À cet égard, l'influence intellectuelle de G. Ardant doit avoir joué un rôle important, en orientant C. Nicolet vers la sociologie des finances publiques⁴². La définition de l'impôt qui permet de caractériser le *tributum* est empruntée à Gaston Jèze, promoteur de cette approche et inspirateur de G. Ardant⁴³. Par ailleurs, C. Nicolet⁴⁴ cite la *Théorie sociologique de l'impôt* de G. Ardant⁴⁵, dont le livre IV, intitulé « Incidence politique de l'impôt », traite des liens entre pression fiscale et révoltes, et des réactions possibles de la puissance publique, entre renforcement de la contrainte et recherche du consentement et de la participation des contribuables.

C. Nicolet y a probablement trouvé deux de ses thématiques les plus neuves, les protestations fiscales et le consentement à l'impôt. Sur le premier point, il commence par poser la question de la pression fiscale⁴⁶, avant d'établir une périodisation des

40. Mohr Mersing 2007, p. 231-233 ; Muñiz Coello 2011, p. 132. On ajoutera que Rome, avant l'adoption de l'outil monétaire, fonctionnait sur la base d'une unité de valeur et de compte correspondant à la livre de bronze pesée (le terme *aes*, dans les sources relatives aux V^e et IV^e siècles, désigne cette réalité et il n'y a aucune raison d'y voir nécessairement l'as-monnaie de bronze). Humm 2005, p. 379 évoque le problème du transport de lingots de bronze vers les théâtres d'opération pour acquitter la solde, alors que Varron *DVPR* fr. 71 Pittà indique clairement que le citoyen-soldat était indemnisé au bout de six mois ou d'un an, c'est-à-dire lors de son retour à Rome à la fin de la campagne. Selon Humm 2005, p. 313-314, le calcul du montant du *tributum* dû par chaque citoyen était impossible en l'absence de monnaie, mais l'unité de valeur en usage dans la cité avait *de facto* exactement la même fonction.

41. Nicolet 1976b, p. 1 et 100 ; Nicolet 1976c, p. 187 = 2000a, p. 71.

42. La sociologie des finances publiques implique de considérer la relation entre l'État, l'impôt et les structures sociales (Ardant 1965, p. 1).

43. Jèze 1912, p. III-IV. Gaston Jèze, l'un des plus brillants professeurs de droit de sa génération, introduisit en France la discipline des finances publiques et fut un expert consulté par le Gouvernement Poincaré. Son engagement, devant la SDN, contre l'annexion de l'Éthiopie par l'Italie l'amena à abandonner l'enseignement en 1937, ses cours étant systématiquement interrompus par l'Action française. G. Ardant publia dans la *Revue de science et de législation financière* dirigée par G. Jèze et s'inspira de ses travaux sur l'utilité de la dépense publique dans son activité au sein du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics (Conan 2013, p. 76-78 et 88). S'il se réfère à G. Jèze, C. Nicolet ne semble pas avoir eu accès aux réflexions de Rudolf Goldscheid ou Joseph Schumpeter sur la sociologie fiscale.

44. Nicolet 1976a, p. 213 et n. 1.

45. Ardant 1965.

46. Nicolet 1976b, p. 56 ; Nicolet 1977b, p. 447 = 2000a, p. 87. Nicolet 1976b, p. 57-58 critique la méthode suivie par Cavaignac 1923, p. 95-106 ; Frank 1933, p. 75-76 et Knapowski 1961, p. 42-43 pour tenter de calculer la « richesse nationale » romaine, d'autant plus qu'elle partait du principe que le *tributum* était un impôt de quotité au taux d'1 pour 1000.

émeutes contre l'impôt⁴⁷. La réflexion débouche sur l'identification, au plan social, des protestataires, qui montre que l'opposition à l'impôt, à Rome, n'émanait pas du bas peuple, comme dans les jacqueries médiévales ou les révoltes fiscales d'Ancien Régime, mais des catégories supérieures de l'échelle censitaire⁴⁸. Sur le point du consentement à l'impôt, l'approche de C. Nicolet est institutionnelle⁴⁹, puisqu'il examine le rôle des assemblées populaires dans la décision de lever l'impôt et la création de nouvelles recettes fiscales. Ses conclusions ne sont pas très nettes, surtout si l'on compare le *Métier de citoyen* à *Tributum*. Dans le premier de ces deux ouvrages, le fait que la levée de la contribution de guerre soit décidée au Sénat l'amène à écrire que « le citoyen n'a <pas> les moyens [...] de consentir l'impôt », mais on trouve 30 pages plus loin l'idée que le *tributum* « devait, à chaque occasion, être consenti »⁵⁰. Dans *Tributum* est soulignée l'implication croissante du peuple, par le vote de la loi, dans le règlement des questions fiscales, mais la création de la *vicesima hereditatium* par une *lex Iulia* est prise pour exemple du passage à une fiscalité monarchique, où le peuple romain, ayant consenti une fois pour toutes, abdiquait sa souveraineté entre les mains du Prince⁵¹.

Le thème de la pression fiscale et des réticences face à l'impôt a suscité différentes publications depuis 1976⁵², mais l'historiographie récente a privilégié celui du consentement à l'impôt. James Tan⁵³ voit dans la suspension du *tributum* en 167 a.C. le grand tournant politique de l'histoire républicaine : les citoyens, parce qu'ils ne consentaient plus à l'impôt, n'étaient plus en mesure de demander des comptes à l'aristocratie. Dans les travaux de Jérôme France, qui portent principalement sur la fiscalité provinciale d'époque impériale, le Principat augustéen est caractérisé par la volonté d'impliquer les communautés locales dans le recouvrement et de justifier le prélèvement fiscal par la paix apportée aux populations de l'empire⁵⁴. L'étude du vocabulaire de la fiscalité illustre cette évolution : l'impôt provincial

47. La deuxième Guerre punique, puis l'époque du second Triumvirat : Nicolet 1976a, p. 223-225 et 242-247 ; Nicolet 1976b, p. 69-75 et 94 ; Nicolet 1976c, p. 192-193 = 2000a, p. 76 ; Nicolet 1984b, p. 108 = 1988a, p. 256.

48. Nicolet 1976a, p. 226-228 et 246 ; Nicolet 1976b, p. 75-77 et 94.

49. Nicolet 1976a, p. 222 ; Nicolet 1976b, p. 58-64.

50. Nicolet 1976a, p. 222 et 250 ; Nicolet 1976b, p. 58-64 et 98. C. Nicolet n'évoque pas le fait que tant que les déclarations de guerre impliquèrent un vote des comices centuriates, les citoyens donnaient par ce biais leur assentiment tacite à la levée du *tributum*.

51. Nicolet 1976a, p. 248-250 ; Nicolet 1976b, p. 95-98 ; Nicolet 1976c, p. 194 = 2000a, p. 77. Nicolet 1984b, p. 109-111 = 1988a, p. 258-259 est plus nuancé. Voir depuis Günther 2008, p. 23-48.

52. Sur la pression fiscale, à part une remarque incidente de Harris 1979, p. 71, il n'y a que Rosenstein 2016b qui ait tenté une évaluation de la charge représentée par le *tributum* en la comparant, à partir de tables-modèles, au coût du blé nécessaire à l'alimentation d'une famille de cinq personnes. Il aboutit à l'idée que la pression fiscale devait être tout à fait supportable. Sur les protestations fiscales : Tan 2017, p. 132-139 ; Scuderi 1979 et Nicolet 1988a, p. 255-257. Sur l'annulation par Octave des mesures fiscales exceptionnelles du second Triumvirat, Pellicchi 2015. Les études actuelles sur les révoltes fiscales concernent plutôt l'époque impériale (Corbier 1988 ; France 2005, p. 82-84 = 2009, p. 168-172 ; Le Teuff 2012, p. 48-49 et 438-447 ; Arbabe 2015 ; Hurler 2017, p. 206-214).

53. Tan 2015, p. 223-225 ; Tan 2017, p. 139-142, 145-146, 172-175, 182-185.

54. Déjà Nicolet 1982b, p. 945 = 1988a, p. 199-201. France 2001a, p. 362, 371-372 = 2017, p. 411, 415-416 ; France 2003, p. 210-211 et 224-225 = 2017, p. 425-426 et 437-438 ; France 2005, p. 84-88 = 2009, p. 142, 172-179 = 2017, p. 480 et 507-514 ; France 2006, p. 4-9, 13-15 = 2017,

finir par être désigné par le terme de *tributum*, pour rendre moins péjoratif le prélèvement et rapprocher symboliquement le statut des pérégrins de celui des citoyens romains⁵⁵. Assez paradoxalement, la pensée de C. Nicolet se voit ainsi retournée, puisque la question du consentement à l'impôt n'est plus liée à l'exercice de la citoyenneté romaine⁵⁶ et que c'est désormais le régime impérial, et non plus la République, qui est crédité de la capacité à susciter l'assentiment des contribuables.

« ROME NE SE DISTINGUE EN RIEN, DANS SON SYSTÈME FISCAL, DE LA PLUPART DES CITÉS GRECQUES »⁵⁷

La deuxième spécificité du chapitre VI du *Métier de citoyen* tient à sa méthode comparative, qui convoque le modèle athénien pour éclairer tant la fiscalité que l'évolution historique de la cité romaine.

Comprendre Rome par Athènes

La similitude des réalités athéniennes et romaines est invoquée à la fois sur le plan technique et pour la compréhension générale du phénomène fiscal. L'utilisation de la tribu comme cadre de perception du *tributum*⁵⁸, qui impliquait que chacune des circonscriptions géographiques de l'*ager Romanus* payât la même proportion de la contribution exceptionnelle de guerre et eût donc à peu près la même capacité contributive, est déduite de la fonction assumée par les *symmories* pour le recouvrement de l'*eisphora* à Athènes⁵⁹. En découle l'idée qu'une catégorie spécifique de gros contribuables, les *tribuni aerarii*, à l'instar des *proeispherontes* athéniens, faisaient l'avance à la cité du montant du *tributum*, avant de se rembourser sur leurs *tribules*⁶⁰. Plus généralement, l'imputation de certaines catégories de recettes fiscales à des groupes précis de contribuables⁶¹ est

p. 441-445, 449-452; France 2007a, p. 366 et 368; France 2016 = 2017, p. 521-522 et 524-526. Voir aussi Le Teuff 2012, p. 49-54 et 447; Le Teuff 2017, p. 72.

55. France 2001a, p. 362-364 = 2017, p. 411-412; France 2006, p. 9-13 = 2017, p. 446-449; France 2007b = 2017, p. 453-478. Une analyse du vocabulaire de la fiscalité provinciale se trouvait déjà chez Naco del Hoyo 2003, p. 26-65.

56. Sauf pour ce qui concerne la loi julienne introduisant le vingtième des héritages, dans laquelle France 2016, p. 783 = 2017, p. 524 voit la restauration du lien, brisé en 167, entre corps civique et armée, là où C. Nicolet en faisait l'acte de décès du peuple romain.

57. Nicolet 1976b, p. 7.

58. On le déduit de Varr. *ling.* 5, 181; Liv. 1, 43, 13; D.H. 4, 14, 2; Isid. *orig.* 16, 18, 7, et du parallélisme entre procédure du *dilectus* et procédure de levée de l'impôt. Cf. Gabba 1973, p. 144-149; Humm 2005, p. 376-377, 384-390 et 412-414.

59. Nicolet 1976a, p. 216-217; Nicolet 1976b, p. 40-45. L'argument-clé est que D.H. 4, 14, 2 emploie le mot *symmoria* pour désigner les tribus romaines.

60. Nicolet 1976a, p. 219-220; Nicolet 1976b, p. 45-50; Nicolet 1977a, p. 262.

61. Le montant de l'*aes equestre* et de l'*aes hordearium* à la charge des veuves et des orphelins (Liv. 1, 43, 9; Plut., *Cam.*, 5, 4); les frais d'équipement de la flotte assumés par les catégories censitaires les plus élevées, à l'époque de la première puis de la deuxième Guerre punique (Plb. 1, 59, 6-8; Liv. 24, 11, 7-8 et 26, 35, 3).

rapprochée du système grec de la liturgie⁶². C. Nicolet a probablement pris chez P. Guiraud l'idée de faire d'Athènes un « instrument heuristique » pour l'histoire romaine. Les *Études économiques sur l'Antiquité* de Guiraud incluaient en effet un chapitre intitulé « L'impôt sur le capital à Athènes », pendant du chapitre « L'impôt sur le capital sous la République romaine », qui consacrait plusieurs pages aux symmories et au phénomène de la *proeisphora*⁶³. C'est Th. Mommsen qui qualifiait au détour d'une note les *tribuni aerarii* de « symmoriarques »⁶⁴.

À l'exception d'une réticence exprimée par E. Gabba⁶⁵, l'interprétation de C. Nicolet n'a pas été contestée⁶⁶, alors qu'elle soulève des difficultés non négligeables. Elle repose en effet sur une lecture littérale de Denys d'Halicarnasse, dont il est pourtant bien établi qu'il était un historien « à thèse », qui cherchait à démontrer que Rome était une cité grecque⁶⁷. Par ailleurs, toutes les sources qui se rapportent aux *tribuni aerarii* évoquent leur rôle dans le paiement de la solde⁶⁸, jamais dans le recouvrement fiscal. Enfin, sur le plan pratique, on se demande comment les *tribuni aerarii* arrivaient à obtenir d'un corps civique qui, à la veille de la première Guerre punique, comptait déjà presque 300 000 personnes, le remboursement des sommes qu'ils auraient avancées. À cet égard, on notera qu'il n'y a pas consensus, chez les spécialistes d'histoire grecque, sur la nature des symmories et que certains jugent qu'elles ne regroupaient pas tous les contribuables athéniens, mais un nombre limité d'individus que leur patrimoine qualifiait pour les liturgies⁶⁹. Dans ce cas, il ne serait plus possible de rapprocher symmories et tribus romaines.

Par ailleurs, la pensée théorique grecque, en l'occurrence l'*Economique* du Pseudo-Aristote, sert à cerner, dans le *Métier de citoyen*, la conception romaine de la fiscalité légitime⁷⁰. La lecture d'Andreas Andreades⁷¹ avait dû attirer l'attention

62. Nicolet 1976a, p. 209 (qui défend cette idée y compris pour le *tributum* lui-même), 219 et 225 ; Nicolet 1976b, p. 71 ; Nicolet 1978b, p. 2 = 2000a, p. 94. *A contrario* Thiel 1954, p. 302-304 faisait du financement de la flotte par les plus riches citoyens, lors de la première Guerre punique, un emprunt forcé ensuite remboursé.

63. Guiraud 1905, p. 77-120 (notamment p. 106-111). Thomsen 1964 permettait ensuite à C. Nicolet de mettre à jour ses données. C. Nicolet le suit en particulier sur le nombre des symmories athéniennes au IV^e siècle – 400 – là où l'historiographie du XIX^e siècle et l'historiographie contemporaine jugent qu'il n'y en avait que 100.

64. Mommsen 1844, p. 47, n. 73. Le raisonnement de C. Nicolet vient de Madvig 1842, p. 259-260.

65. Gabba 1977, p. 30.

66. Humm 2005, p. 392-394 ; Cosme 2007, p. 23 et Rosenstein 2016b, p. 91, qui en vient à se demander si les 4^e et 5^e classes payaient le *tributum*, car la récupération par les *tribuni aerarii* de sommes minimes chez une telle quantité de citoyens aurait représenté une perte de temps.

67. Gabba 1991, p. 10 et 197 ; Delcourt 2005, p. 105-115 et 215-217.

68. Gell. 6, 10, 2, citant Caton ; Plaut. *aul.* 525-531 ; Varr. *ling.* 5, 181 ; Plin. *nat.* 34, 1 ; Fest. p. 2 L. La signification de Ps. Ascon. *In Ver.*, 1, 34, p. 233 St. est la plus délicate à établir, car certains manuscrits ont « *Pecunia attributa. Quae in stipendium militum de aerario a tribunis aerariis adnumerari quaestori solet. Ergo Verri adnumerata intelligitur* », mais d'autres « *Pecunia attributa. Quae in stipendium militum de aerario a tribunis aerariis adnumerari intelligitur* ».

69. Ruschenbusch 1978, p. 277 et 1985, p. 237 et 251 ; Mossé 1979, p. 37 et 41 ; Christ 2007, p. 56 et 63-64 ; Capano 2012, p. 157-165.

70. Ps. Arist. *Eco.*, 2, 1, 5 : dans le modèle civique, la collectivité doit vivre du sien et éviter toute ponction sur les propriétés privées des citoyens. Nicolet 1976a, p. 205-206 ; Nicolet 1976b, p. 9-10 ; Nicolet 1982b, p. 942-943 = 1988a, p. 195-196. Valente 2011, p. 138 comprend, à l'inverse, l'*idia chôra* civique comme les propriétés privées des citoyens.

71. Andreades 1933, p. 79-189.

de C. Nicolet sur ce texte, qui n'a depuis été utilisé que par les spécialistes de l'économie grecque⁷².

« *Mais Rome n'était pas la Grèce ...* »⁷³

C'est encore un détour par la philosophie grecque qui permet à Nicolet de développer l'un des points les plus originaux de sa réflexion, sur les finalités de la cité romaine et l'évolution qui porta de la République au Principat. Les penseurs grecs, écrit-il, avaient défini la communauté politique comme une association établie pour l'intérêt de ses membres (la référence est ici à la *Politique* d'Aristote⁷⁴). Dès lors, on peut lire l'histoire de Rome comme celle d'une tension constante entre intérêt général et intérêts particuliers⁷⁵ qui, au I^{er} siècle a.C., accoucha des guerres civiles. L'enjeu de la dépense publique⁷⁶, à travers l'exemple des *frumentationes*, illustre le propos⁷⁷ tout en conduisant à désormais opposer fermement les destins historiques d'Athènes et de Rome⁷⁸. Contrairement à Athènes, qui en paya le prix de son déclin, Rome refusa toujours le principe d'une indemnisation du citoyen pour sa participation à la vie publique⁷⁹ et un affaiblissement du lien consubstantiel entre *civitas* et *militia*.

Assez étrangement, C. Nicolet ne fait pas état de la célèbre définition cicéronienne de la *res publica* comme *coetus (...) utilitatis communione societatus*⁸⁰, et le *Métier de citoyen* n'est pas cité par les auteurs qui se sont occupés par la suite de la notion d'*utilitas publica*⁸¹. En revanche, une réflexion sur les dissensions internes à la société politique romaine a émergé, ces dernières années, dans diverses études qui ont porté sur la redistribution des richesses civiques. Ces travaux ont concerné les usages du butin de guerre (devait-il être versé au Trésor, pour éviter notamment une future levée du *tributum*, ou partagé individuellement entre les citoyens qui avaient participé à une campagne ?)⁸², l'accès des citoyens à l'*ager publicus*⁸³ (devait-il rester indivis ou être distribué sous la forme de petites

72. Ampolo 1979, p. 119-124; Migeotte 2001.

73. Nicolet 1976a, p. 221.

74. Arist. *Pol.* 1252 a-b, 1253a et 1280a.

75. Nicolet 1976a, p. 204-205; Nicolet 1976b, p. 7-8; Nicolet 1977b, p. 450-452 = 2000a, p. 90-91; Nicolet 1982b, p. 938-939 = 1988a, p. 191-192.

76. Elle n'était, par définition, pas abordée dans *Tributum* mais forme le dernier tiers du chapitre VI du *Métier de citoyen*.

77. La prise en charge du ravitaillement de la plèbe urbaine par le Trésor Public se serait à terme révélée inconciliable avec le financement des lois agraires attendues des vétérans, provoquant la fracture du corps civique (David 2014, p. 40-42 et 44). L'usage de la bibliographie du XIX^e siècle transparait encore dans la présentation des distributions de blé public comme des mesures d'assistance aux pauvres (Nicolet 1976a, p. 252, 259-260, 276, d'après Marquardt 1888, p. 157), ce qui fait fi de l'apport de Van Berchem 1939, p. 60 et 177, pourtant cité.

78. Nicolet 1976a, p. 251-255.

79. Virlovier 1989, p. 229 a cependant noté que les *frumentationes* peuvent être vues comme un équivalent fonctionnel du *misthos*.

80. Cic. *rep.* 1, 39.

81. Hibst 1991, p. 131-136; Scevola 2012, p. 339-361; Moatti 2018, p. 188-196.

82. Coudry 2009, notamment p. 33-44 et 50-51.

83. Arena 2012, p. 220-243; Tan 2017, p. 146-156.

propriétés privées?) et au blé public⁸⁴ (fallait-il vider l'*Aerarium* pour offrir un avantage matériel à seulement une partie du corps civique?), les deux dernières questions étant d'ailleurs connexes⁸⁵. Le chapitre VI du *Métier de citoyen* a donc contribué à réintroduire dans les études sur les finances publiques la dimension politique de la conflictualité.

IL RESTE À ÉCRIRE

Le métier de citoyen, enfin, fait partie de ces livres qui ont fait naître d'autres livres, par la richesse des potentialités qu'il renfermait.

« *Pas d'étude générale de...* »⁸⁶

C. Nicolet était, au sens plein, un professeur d'Université, employé à former la génération qui lui succéderait. À ce titre, il prenait soin d'indiquer systématiquement les thématiques susceptibles de constituer de futurs sujets de recherche. C'est généralement par une formule lapidaire, reléguée dans une note de bas de page, qu'elles sont signalées. Le chapitre VI du *Métier de citoyen* en évoque quatre⁸⁷, l'organisation concrète des *frumentationes*⁸⁸, les finances publiques⁸⁹, les finances césariennes⁹⁰ et la fiscalité provinciale⁹¹. C. Nicolet fit de certains de ces dossiers le sujet de thèse de ses élèves : Catherine Virlouvet⁹² s'occupa des distributions de blé public, Élie Fallu des finances publiques⁹³. Ce dernier travail, demeuré inédit, porte principalement sur les compétences techniques des sénateurs⁹⁴ et sur la tenue des comptabilités publiques⁹⁵. Plus récemment, l'étude du fonctionnement administratif de l'*Aerarium* républicain a été effectuée par mes soins⁹⁶ et celle de l'évolution des recettes publiques au II^e siècle a.C. par Philip Kay⁹⁷. La politique financière du dictateur César a fait l'objet du doctorat de Bernhard Woytek, appuyé sur l'étude des émissions monétaires de 49-42 a.C.⁹⁸. En matière de fiscalité provinciale, les travaux réalisés depuis 1976 ont porté surtout sur l'impôt provincial et les *portoria*. Elio Lo Cascio et J. France⁹⁹ ont dégagé les implications

84. Nuti 2009, p. 147-148 et 169.

85. Ferrary 1982, p. 749-755.

86. Nicolet 1976a, p. 228, n. 1.

87. Nicolet 1976b, p. 24, n. 42 ajoute la question de l'emprunt public, depuis traitée par Andreau 2006.

88. Nicolet 1976a, p. 267, n. 1.

89. Nicolet 1976a, p. 202, n. 1.

90. Nicolet 1976a, p. 240.

91. Nicolet 1976a, p. 228, n. 1 ; Nicolet 1976b, p. 99, n. 145.

92. Virlouvet 1995. Cf. Nicolet 1976d.

93. Fallu 1974, résumé dans Nicolet 1977a, p. 242. Nicolet 1977a, p. 236-260 tentait une première synthèse sur le sujet.

94. Sur lesquelles revenait Nicolet 1994c = 2000a, p. 247-264.

95. Voir également Fallu 1973 ; Fallu 1979. Sur le même thème, Berrendonner 2014.

96. Berrendonner à paraître.

97. Kay 2014, p. 21-83.

98. Woytek 2003. Sur la période, voir également Verboven 2003.

99. Lo Cascio 1986, p. 29-39 ; France 2007c (à partir de Cic. *Verr.*, 3, 12) = 2017, p. 381-391.

des différents modes de prélèvement de l'impôt provincial. Toni Naco del Hoyo¹⁰⁰, à partir du cas de la péninsule Ibérique, a infléchi la chronologie du basculement de Rome d'une fiscalité civique à une situation de « rente » sur les provinces¹⁰¹, arguant qu'une fiscalité provinciale régulière n'avait pu être mise en place tant que les Romains ne contrôlèrent pas pleinement les territoires conquis, dans le dernier tiers du II^e siècle a.C. Sur les *portoria*¹⁰², la publication en 1989 du règlement douanier épigraphique de la province d'Asie¹⁰³ a constitué un tournant. C. Nicolet a lui-même contribué, dans une série d'articles, à en éclairer plusieurs points, qu'il s'agisse de l'inexistence des *V publica Asiae* postulés par les premiers éditeurs¹⁰⁴; de l'interprétation des lignes 72-74, où il voyait une clause d'exemption fiscale destinée à encourager l'acheminement des dîmes vers Rome suite au vote de la loi Terentia Cassia¹⁰⁵; des indications géographiques contenues dans le texte, qui permettent de préciser les frontières de la province d'Asie¹⁰⁶. Le débat suscité par ses publications s'est surtout focalisé sur la date de rédaction des lignes 1-72¹⁰⁷ et sur l'interprétation des lignes 72-74¹⁰⁸. L'apport ultérieur de Giovanna Daniela Merola¹⁰⁹ a été de souligner l'implication des autorités civiques provinciales dans le recouvrement fiscal, ce qui rendrait le passage de la République au Principat plus linéaire qu'on ne le pensait.

Un livre qui n'a pas été écrit

Le chapitre VI du *Métier de citoyen* fait aussi référence à une enquête sur les sociétés de publicains dont C. Nicolet avait le projet¹¹⁰, et dont il esquisse le plan dans des pages absentes de *Tributum*¹¹¹. Il s'y écarte de la problématique du *Métier de*

100. Naco del Hoyo 2003, notamment p. 208; Naco del Hoyo 2005, p. 394; Naco del Hoyo 2007, p. 221-222. Naco del Hoyo 2010, p. 177-179 est encore plus radical, et va jusqu'à faire de la fiscalité provinciale régulière un phénomène augustéen.

101. Sur le thème de l'« exportation par Rome de sa fiscalité », Nicolet 1976a, p. 201, 204, 228; Nicolet 1976b, p. 1-3; Nicolet 1977a, p. 240; Nicolet 1994b, p. 382 = 2000a, p. 108.

102. Pour l'Occident, on citera par ailleurs France 2001b, p. 229-271 pour l'époque républicaine.

103. Engelmann-Knibbe 1989; Cottier *et al.* 2008; *AE*, 2008, 1353.

104. Nicolet 1990 = 2000a, p. 335-352; Nicolet 1991a, p. 468 = 2000a, p. 355. La conclusion à laquelle arrivait Nicolet 1990, p. 694-697 = 2000a, p. 349-351 a ensuite été rectifiée par Spagnuolo Vigorita 1997, p. 125.

105. Nicolet 1991a, p. 470-478 = 2000a, p. 357-365; Nicolet 1993, p. 958 = 2000a, p. 384; Nicolet 1994a, p. 223-224 = 2000a, p. 288-290; Nicolet 1999a.

106. Nicolet 1993, p. 946-955 = 2000a, p. 377-382; Nicolet 1994c, p. 157-159 et 165-166 = 2000a, p. 252-254 et 259-260. Sur le même sujet, Merola 1996. La réflexion sur la fiscalité a ainsi rejoint celle sur la géographie qui émanait de Nicolet 1988b.

107. Nicolet 1993, p. 957 = 2000a, p. 383 et Nicolet 1999a, p. 211, suivi par Kay 2014, p. 75, pensait que cette première partie de la *lex*, qui n'est rapportée dans le texte à aucun magistrat, pouvait avoir été reprise de façon tralatice au tout premier règlement douanier de la province d'Asie, élaboré à l'époque de C. Gracchus. Merola 1996, p. 281; Spagnuolo Vigorita 1997, p. 140; Spagnuolo Vigorita 1999, p. 190 ont en revanche défendu l'idée que ces lignes émanaient des consuls de 75 a.C.

108. Ferrary 2003; Cottier *et al.* 2008, p. 127-131.

109. Merola 2001, p. 101-107 pour l'impôt provincial et l'usage des *pactiones*; p. 204 pour le *portorium*, à partir des lignes 40-42 du *Monumentum Ephesenum*.

110. Nicolet 1976a, p. 231, n. 1; Nicolet 1976b, p. 4, n. 5 et p. 7, n. 10; Nicolet 1979b, p. 70, n. 3; Nicolet 1994c, p. 164, n. 51.

111. Nicolet 1976a, p. 230-238.

citoyen pour examiner l'organisation interne des *societates* et leurs relations avec les autorités romaines. C. Nicolet s'était intéressé une première fois aux publicains dans sa thèse¹¹², afin de vérifier si le terme *publicani* était un synonyme d'*ordo equester*. Il avait mis ensuite la structure des sociétés de publicains à l'agenda de son séminaire de l'EPHE¹¹³, et leur avait consacré un premier article à la faveur de l'édition dans la CUF du livre VI des *Histoires* de Polybe¹¹⁴.

À son habitude, C. Nicolet s'appuyait sur la bibliographie antérieure à 1914¹¹⁵ bien plus que sur l'essai récent d'Ernst Badian¹¹⁶, et y trouvait une idée qu'il allait en 1979 développer sous un nouvel angle¹¹⁷. Un passage de Gaius retranscrit au *Digeste*¹¹⁸ indique que les sociétés vectigaliennes disposaient du privilège d'avoir un *corpus*. Ferdinand Kniep¹¹⁹ en avait déduit qu'elles étaient dotées d'une « personnalité juridique ». C. Nicolet affirma ce point de vue avec de plus en plus de certitude¹²⁰ : la désignation des grandes *societates* par un nom géographique qui faisait référence à la circonscription fiscale où elles étaient actives permettait même de les qualifier de « sociétés anonymes »¹²¹.

Cependant, dans les années 1980-1990, Nicolet, retenu par d'autres travaux¹²², ne publia plus que ponctuellement sur les publicains¹²³ et la réunion de ses articles dans *Censeurs et publicains* ne remplaça pas le livre sur les *societates* qui ne fut jamais écrit. Un nombre assez conséquent de contributions ont été consacrées aux publicains depuis le *Métier de citoyen* : elles ont abordé l'organisation des

112. Nicolet 1966, ch. III, p. 317-355, qui aborde successivement les conditions censitaires à remplir pour être publicain, le statut juridique et la structuration interne des sociétés, leur influence politique auprès du Sénat.

113. Entre 1970 et 1975, Nicolet a successivement traité des *participes*, du *manceps* et des *decumani*, de la *locatio* censoriale et du cas du *pro magistro* P. Terentius Hispo.

114. Nicolet 1971a.

115. Kniep 1896 ; Rostowzew 1902 ; Ivanov 1910.

116. Badian 1972. Nicolet 1979b, p. 69-70 souligne que le livre d'E. Badian, qui est une histoire politique de l'influence des publicains à Rome, ne s'appuie pas sur un état exhaustif de la documentation et n'approfondit pas le statut juridique des sociétés de publicains.

117. Nicolet 1977a, p. 260-269 ; Nicolet 1979b = 2000a, p. 297-319. En s'appuyant sur Ivanov 1910, p. 24-26, l'article réduit en outre à néant l'hypothèse d'une prise en charge du recouvrement fiscal en Asie, Cilicie et Bithynie-Pont par une unique *societas*, imaginée par Laurent-Vibert 1908 et acceptée par Badian 1972, p. 106-108. *Idem* chez Nicolet 1993, p. 932-937 = 2000a, p. 369-373.

118. *Dig.*, 3, 4, 1.

119. Kniep 1896, p. 241-263 surtout.

120. Nicolet 1966, p. 334 (« on peut discuter pour savoir si ces sociétés forment une personne juridique ») ; Nicolet 1979b, p. 70-80 = 2000a, p. 298-309, notamment 1979b, p. 70 = 2000a, p. 297 (« J'espère précisément montrer (...) que certaines compagnies avaient reçu légalement, dès la fin de l'époque républicaine, la 'personnalité juridique' ») ; Nicolet 1977a, p. 265 (« elles ont (...) le droit de *corpus habere*, c'est-à-dire la personnalité civile ») ; *idem* dans Nicolet 1994c, p. 164 = 2000a, p. 258.

121. Nicolet 1977a, p. 263-264.

122. Les enquêtes sur « l'inventaire du monde », la « mémoire perdue » et les « mégapoles méditerranéennes ».

123. Sur la procédure de la *locatio*, Nicolet 1980, p. 84-96 ; Nicolet 1994a, p. 221-223 = 2000a, p. 286-287 ; Nicolet 1999a, p. 205. Sur les « cadres » des *societates*, Nicolet 1983b = 2000a, p. 322-333 ; Nicolet 1991b, p. 127 et 132 = 2000a, p. 235-236 et 239. Sur les comptabilités des publicains, Nicolet 1994c, p. 167-171 = 2000a, p. 258-262.

*societates*¹²⁴, leurs personnels¹²⁵, leurs archives¹²⁶, la nature de leurs activités¹²⁷, leur statut juridique, comparé au droit contemporain des sociétés¹²⁸, la délégation de puissance publique dont elles jouissaient¹²⁹. M. R. Cimma¹³⁰ a critiqué par des arguments importants l'idée que ces sociétés aient eu une « personnalité juridique ». Non seulement cette notion est le produit de la réflexion des juristes du XIX^e siècle, mais les *societates* du I^{er} siècle a.C. ne répondent pas à l'ensemble des critères posés par le *Digeste* pour être doté d'un *corpus*. Il reste donc à écrire sur les publicains¹³¹.

Sur le thème des finances publiques et de la fiscalité, le *Métier de citoyen* aura donc contribué à réintroduire dans le débat intellectuel les apports d'historiens et de juristes du XIX^e siècle quelque peu oubliés, si l'on fait exception de Th. Mommsen. C. Nicolet a été majoritairement suivi dans ses conclusions par l'historiographie ultérieure, et le statut de « classique » du *Métier de citoyen* fait qu'il n'est souvent même plus cité, là où pourtant son influence apparaît évidente. Le chapitre VI du livre fut en tout cas un jalon important dans les travaux consacrés par Claude Nicolet aux finances publiques, qu'il mena continûment, depuis ses jeunes années jusqu'au soir de sa vie. On y voit une pensée au travail, non dénuée de contradictions puisqu'elle est en train d'avancer ; les convictions d'un universitaire et d'un citoyen ; la trace d'un ouvrage avorté qui modèle, de façon souterraine, les livres publiés. Car comme l'écrivait Andrea Giardina, « aucun historien ne peut être compris [...] si dans les écrits terminés et imprimés on ne réussit à voir le palimpseste (presque une stratigraphie) des livres interrompus, des pages inachevées, des choses jamais écrites »¹³².

Clara BERRENDONNER

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
ANHIMA (UMR 8210)

BIBLIOGRAPHIE

Ampolo 1979 : C. Ampolo, « Oikonomia (Tre osservazioni sui rapporti tra la finanza e l'economia greca) », *AION (archeol)*, 1, 1979, p. 119-130.

Andreades 1933 : A. M. Andreades, *A History of Greek Public Finance*, Cambridge (Mass.), 1933 (rééd. anast. New York, 1979).

124. Cimma 1981, p. 51-89 ; Geraci 2003 ; Merola 2006.

125. Van Nijf 2008 ; France 2017, p. 165-356 (pour l'époque impériale).

126. Andreau 2007, p. 83-84 et 87.

127. Mateo 1999, p. 24, 89-180 et 183, qui défend l'idée que les publicains n'avaient d'autre activité que le recouvrement fiscal. Domergue 2008, p. 192-193, Bonsangue 2011, p. 366-369 et Bernard 2018 écartent à sa suite l'idée que les sociétés de publicains assuraient l'exploitation des mines publiques.

128. Cimma 1981, p. 163-247 ; Malmendier 2002, p. 223-259 ; Delfour 2010.

129. Maganzani 2000 ; Maganzani 2002b, p. 5-65.

130. Cimma 1981, p. 95-96, 178, 205, 219 et 247. Il est notamment impossible de prouver que les sociétés de publicains pouvaient être représentées en justice par un *actor* sous la République. Voir également Maganzani 2002a, p. 238-241.

131. Des travaux sont actuellement en rédaction : J. France a en cours un livre qui traite des publicains ; je mène une étude sur la structure des *societates* à l'époque républicaine.

132. Giardina 1997, p. 396-397, à propos d'E. Sereni.

- Andreau 2006 : J. Andreau, « Existait-il une dette publique dans l'Antiquité romaine ? », dans J. Andreau, G. Béaur, J.-Y. Grenier (éd.), *La dette publique dans l'histoire*, Paris, 2006, p. 101-104.
- Andreau 2007 : J. Andreau, « Registers, account-books, and written documents in the *de Frumento* », in J. Prag (ed.), *Sicilia nutrix plebis Romanae*, London, 2007, p. 81-92.
- Arbabe 2015 : E. Arbabe, « Iulius Sacrovir et la révolte gauloise de 21 », *AC*, 84, 2015, p. 151-171.
- Arena 2012 : V. Arena, *Libertas and the Practice of Politics in the Late Roman Republic*, Cambridge, 2012.
- Ardant 1965 : G. Ardant, *Théorie sociologique de l'impôt*, I-II, Paris, 1965.
- Ardant 1971-1972 : G. Ardant, *Histoire de l'impôt*, I-II, Paris, 1971-1972.
- Ardant 1979 : G. Ardant, « Histoire de l'impôt et histoire de l'État », dans H. Van Effenterre (éd.), *Points de vue sur la fiscalité antique*, Paris, 1979, p. 1-6.
- Ardant-Mendès-France 1954 : G. Ardant, P. Mendès-France, *La science économique et l'action*, Paris, 1954.
- Ardant-Mendès-France 1973 : G. Ardant, P. Mendès-France, *Science économique et lucidité politique*, Paris, 1973.
- Badian 1972 : E. Badian, *Publicans and Sinners*, Ithaca-London, 1972.
- Bernard 2018 : G. Bernard, « The epigraphy of the *societates* : economic activities and legal status of place-name partnerships », in E. Lo Cascio, D. Mantovani (ed.), *Diritto romano e economia*, Pavia, 2018, p. 343-364.
- Berrendonner 2014 : C. Berrendonner, « Pour administrer, faut-il savoir compter ? Les questeurs provinciaux et la tenue des comptabilités publiques (I^{er}-I^{er} siècles av. J.-C.) », dans J. Dubouloz, S. Pittia, G. Sabatini (éd.), *L'imperium Romanum en perspective*, Besançon, 2014, p. 173-191.
- Berrendonner à paraître : C. Berrendonner, *Cunctis universa communia. Administration et représentations du Trésor Public dans la Rome républicaine*.
- Bleckmann 2016 : B. Bleckmann, « Roman War Finances in the Age of the Punic Wars », in H. Beck, M. Jehne, J. Serrati (ed.), *Money and Power in the Roman Republic*, Bruxelles, 2016, p. 82-96.
- Bonsangue 2011 : M. L. Bonsangue, « Administrer et exploiter les mines en Gaule méridionale : le rôle de Narbonne (I^{er} siècle av. J.-C.-II^e siècle ap. J.-C.) », dans S. Benoist, A. Daguet-Gagey, C. Hoët-Van Cauwenberghe (éd.), *Figures d'empire, fragments de mémoire. Pouvoirs et identités dans le monde romain impérial*, Villeneuve d'Ascq, 2011, p. 361-384.
- Burnett 1989 : A. Burnett, « The Beginnings of Roman Coinage », *AIIN*, 36, 1989, p. 33-64.
- Capano 2012 : A. Capano, « Le Simmorie di Demostene : la tetrarchia tra imposta e liturgia », *Historika*, 2, 2012, p. 157-170.
- Cavaignac 1923 : E. Cavaignac, *Population et capital dans le monde méditerranéen antique*, Strasbourg, 1923.
- Chastagnol-Nicolet-Van Effenterre 1977 : A. Chastagnol, C. Nicolet, H. Van Effenterre (éd.), *Armées et fiscalité dans le monde antique*, Paris, 1977.
- Christ 2007 : M. R. Christ, « The Evolution of the *eisphora* in classical Athens », *CQ*, 57, 2007, p. 53-69.
- Christol 2011 : M. Christol, « L'organisateur du Centre Gustave-Glotz et l'historien de la fiscalité », *CCG*, 22, 2011, p. 85-94.

- Cimma 1981 : M. R. Cimma, *Ricerche sulle società di pubblicani*, Milano, 1981.
- Clerici 1943 : L. Clerici, *Economia e finanza dei Romani*, I, Bologna, 1943.
- Conan 2013 : M. Conan, « Gaston Jèze et l'utilité de la dépense publique », dans F. Descamps et al. (éd.), *L'invention de la gestion des finances publiques*, Paris, 2013, p. 75-89.
- Corbier 1988 : M. Corbier, « L'impôt dans l'Empire romain : résistances et refus (I^{er}-III^e siècles) », in T. Yuge, M. Doi (éd.), *Forms of Control and Subordination in Antiquity*, Leiden, 1988, p. 259-274.
- Cosme 2007 : P. Cosme, *L'armée romaine*, Paris, 2007.
- Cottier et al. 2008 : M. Cottier et al., *The Customs Law of Asia*, Oxford, 2008.
- Coudry 2009 : M. Coudry, « Partage et gestion du butin dans la Rome républicaine : procédure et enjeux », dans M. Coudry, M. Humm (éd.), *Præda. Butin de guerre et société dans la Rome républicaine*, Stuttgart, 2009, p. 21-79.
- Crémieux-Brilhac 2011 : J.-L. Crémieux-Brilhac, « Claude Nicolet, politique et historien », *CCG*, 22, 2011, p. 49-54.
- David 2014 : J.-M. David, « Rome et l'Italie de la guerre sociale à la mort de César : une nouvelle citoyenneté », *Pallas*, 96, 2014, p. 35-52.
- De Laet 1949 : S. De Laet, *Portorium. Étude sur l'organisation douanière chez les Romains, surtout à l'époque du Haut-Empire*, Bruges, 1949.
- Delcourt 2005 : A. Delcourt, *Lecture des Antiquités romaines de Denys d'Halicarnasse. Un historien entre deux mondes*, Bruxelles, 2005.
- Delfour 2010 : G. Delfour, « Les *societates publicanorum* de la République romaine : des ancêtres des sociétés par actions modernes ? », *RIDA*, 57, 2010, p. 145-195.
- Domergue 2008 : C. Domergue, *Les mines antiques*, Paris, 2008.
- Engelmann-Knibbe 1989 : H. Engelmann, D. Knibbe, *Das Zollgesetz der Provinz Asia : eine neue Inschrift aus Ephesos*, Bonn, 1989 [= *EA*, 14, 1989].
- Fallu 1973 : É. Fallu, « Les *rationes* du proconsul Cicéron. Un exemple de style administratif et d'interprétation historique dans la correspondance de Cicéron », dans *ANRW* 1/3, 1973, p. 209-238.
- Fallu 1974 : É. Fallu, *Cicéron et les finances publiques*, thèse Univ. Paris I, 1974.
- Fallu 1979 : É. Fallu, « Les règles de la comptabilité publique à Rome à la fin de la République », dans H. Van Effenterre (éd.), *Points de vue sur la fiscalité antique*, Paris, 1979, p. 97-112.
- Ferrary 1982 : J.-L. Ferrary, « Le idee politiche a Roma nell'epoca repubblicana », in L. Firpo (éd.), *Storia delle idee politiche, economiche e sociali*, I, Torino, 1982, p. 723-804.
- Ferrary 2003 : J.-L. Ferrary, « Réflexions récentes sur la loi du *portorium* d'Asie », *CCG*, 14, 2003, p. 314-315.
- France 2001a : J. France, « Remarques sur les *tributa* dans les provinces nord-occidentales du Haut-Empire romain (Bretagne, Gaules, Germanies) », *Latomus*, 60, 2001, p. 359-379.
- France 2001b : J. France, *Quadragesima Galliarum. L'organisation douanière des provinces alpestres, gauloises et germaniques de l'Empire romain*, Rome, 2001.
- France 2003 : J. France, « Les rapports fiscaux entre les cités et le pouvoir impérial dans l'empire romain », *CCG*, 14, 2003, p. 209-225.
- France 2005 : J. France, « La mise en place de l'impôt provincial sous le règne d'Auguste en Aquitaine et dans le nord de l'Hispanie : un bilan », dans *L'Aquitaine et l'Hispanie septentrionale à l'époque julio-claudienne*, Bordeaux, 2005, p. 65-93.

- France 2006 : J. France, « *Tributum et stipendium*. La politique fiscale de l'empereur romain », *RHDFE*, 84, 2006, p. 1-17.
- France 2007a : J. France, « Fiscalité et société politique romaine », dans J.-Ph. Genet (éd.), *Rome et l'État moderne européen*, Rome, 2007, p. 365-380.
- France 2007b : J. France, « Les catégories du vocabulaire de la fiscalité dans le monde romain », dans J. Andreau, V. Chankowski (éd.), *Vocabulaire et expression de l'économie dans le monde antique*, Bordeaux, 2007, p. 333-368.
- France 2007c : J. France, « Deux questions sur la fiscalité provinciale d'après Cicéron *Ver.* 3.12 », dans J. Dubouloz, S. Pittia (éd.), *La Sicile de Cicéron*, Besançon, 2007, p. 169-184.
- France 2009 : J. France, « L'impôt provincial dans l'Occident romain à travers l'exemple de l'Aquitaine et de l'Hispanie septentrionale », dans F. Hurlet (éd.), *Rome et l'Occident*, Rennes, 2009, p. 141-187.
- France 2016 : J. France, « Financer l'Empire : Agrippa, Mécène et Dion Cassius », dans V. Fromentin et al. (éd.), *Cassius Dion : nouvelles lectures*, Bordeaux, 2016, p. 773-785.
- France 2017 : J. France, *Finances publiques et intérêts privés*, Bordeaux, 2017.
- Frank 1933 : T. Frank, *An Economic Survey of Ancient Rome*, I, Baltimore, 1933.
- Gabba 1973 : E. Gabba, *Esercito e società nella tarda Repubblica romana*, Firenze, 1973.
- Gabba 1977 : E. Gabba, « Esercito e fiscalità a Roma in età repubblicana », dans A. Chastagnol, C. Nicolet, H. Van Effenterre (éd.), *Armées et fiscalité dans le monde antique*, Paris, 1977, p. 13-33.
- Gabba 1991 : E. Gabba, *Dionysius and the History of Archaic Rome*, Berkeley – Los Angeles – Oxford, 1991.
- Gatti 1970 : C. Gatti, « Riflessioni sull'istituzione dello *stipendium* per i legionari romani », *Acme*, 23, 1970, p. 131-135.
- Geraci 2003 : G. Geraci, « Documenti ellenistici e appalti di stato romano. Ancora su Polyb., VI, 17, 4 e UPZ I, 112, col. II, 5 ss. », *CCG*, 14, 2003, p. 45-66.
- Giardina 1997 : A. Giardina, *L'Italia romana. Storie di un'identità incompiuta*, Roma – Bari, 1997.
- Günther 2008 : S. Günther, *Vectigalia nervos esse rei publicae. Die indirekten Steuern in der Römischen Kaiserzeit von Augustus bis Diokletian*, Wiesbaden, 2008.
- Guiraud 1905 : P. Guiraud, *Études économiques sur l'Antiquité*, Paris, 1905.
- Harris 1979 : W. V. Harris, *War and Imperialism in Republican Rome*, Oxford, 1979.
- Harris 1990 : W. V. Harris, « Roman Warfare in the Economic and Social Context of the Fourth Century BC », in W. Eder (ed.), *Staat und Staatlichkeit in der frühen römischen Republik*, Stuttgart, 1990, p. 494-510.
- Hibst 1991 : P. Hibst, *Utilitas publica – Gemeiner Nutz – Gemeinwohl*, Frankfurt – Bern – New York – Paris, 1991.
- Humbert 1886 : G. Humbert, *Essai sur les finances et la comptabilité publique chez les Romains*, I, Paris, 1886.
- Humm 2005 : M. Humm, *Appius Claudius Caecus. La République accomplie*, Rome, 2005.
- Hurlet 2017 : F. Hurlet, « Rejeter le contrôle de Rome. Les formes de résistance aux structures fiscales et administratives de l'Empire romain », dans *Économie et inégalité. Ressources, échanges et pouvoir dans l'Antiquité classique*, Vandœuvres, 2017, p. 197-225.
- Huschke 1838 : P. Ed. Huschke, *Die Verfassung des Königs Servius Tullius als Grundlage zu einer römischen Verfassungsgeschichte*, Heidelberg, 1838.

- Ivanov 1910 : V. Ivanov, *De societatibus vectigalium publicorum populi Romani*, Saint-Pétersbourg, 1910 (rééd. anast. Rome, 1971).
- Jèze 1912 : G. Jèze, *Cours élémentaire de science des finances et de législation financière française*, (5^e éd.), Paris, 1912.
- Kay 2014 : P. Kay, *Rome's Economic Revolution*, Oxford, 2014.
- Knapowski 1961 : R. Knapowski, *Der Staatshaushalt der römischen Republik*, Frankfurt, 1961.
- Kniep 1896 : F. Kniep, *Societas publicanorum*, Iena, 1896.
- Laurent-Vibert 1908 : R. Laurent-Vibert, « Les publicains d'Asie en 51 av. J.-C., d'après la correspondance de Cicéron en Cilicie », *Mél. Arch. Hist.*, 28, 1908, p. 171-184.
- Le Teuff 2012 : B. Le Teuff, *Census : les recensements dans l'empire romain d'Auguste à Dioclétien*, thèse Univ. Bordeaux III, 2012.
- Le Teuff 2017 : B. Le Teuff, « La fiscalité de la province d'Asie au tournant de l'ère augustéenne : un bilan », dans L. Cavalier, M.-C. Ferrière, F. Delrieux (éd.), *Auguste et l'Asie Mineure*, Bordeaux, 2017, p. 61-73.
- Lo Cascio 1986 : E. Lo Cascio, « La struttura fiscale dell'Impero Romano », in M. H. Crawford (ed.), *L'impero romano e le strutture economiche e sociali delle province*, Como, 1986, p. 29-59.
- Madvig 1842 : J. N. Madvig, *Opuscula Academica altera*, Copenhagen, 1842.
- Maganzani 2000 : L. Maganzani, « I poteri di autotutela dei publicani nel monumentum Ephesenum (lex portus Asiae) », *MEP*, 3, 2000, p. 129-153.
- Maganzani 2002a : L. Maganzani, « Analisi economica e studio storico del diritto : le *societates publicanorum* rivisitate con gli strumenti concettuali dell'economista », *Iura*, 53, 2002, p. 216-242.
- Maganzani 2002b : L. Maganzani, *Publicani e debitori d'imposta. Ricerche sul titolo editale de publicanis*, Torino, 2002.
- Malmendier 2002 : U. Malmendier, *Societas Publicanorum*, Köln – Weimar – Wien, 2002.
- Marchetti 1977 : P. Marchetti, « À propos du *tributum* romain : impôt de quotité ou de répartition ? », dans A. Chastagnol, C. Nicolet, H. Van Effenterre (éd.), *Armées et fiscalité dans le monde antique*, Paris, 1977, p. 107-131.
- Mateo 1999 : A. Mateo, Manceps, redemptor, publicanus. *Contribución al estudio de los contratistas públicos en Roma*, Santander, 1999.
- Mendès-France 1984-1990 : P. Mendès-France, *Œuvres complètes*, I-VI, Paris, 1984-1990.
- Merola 1996 : G. D. Merola, « Il *Monumentum Ephesenum* e l'organizzazione territoriale delle regioni asiatiche », *MEFRA*, 108, 1996, p. 263-297.
- Merola 2001 : G. D. Merola, *Autonomia locale, governo imperiale. Fiscalità e amministrazione nelle province asiatiche*, Bari, 2001.
- Merola 2006 : G. D. Merola, « Il *Monumentum Ephesenum* e la struttura delle *societates publicanorum* », *Athenaeum*, 94, 2006, p. 123-133.
- Migeotte 2001 : L. Migeotte, « Oikonomia politikè. Ps.-Aristote, *Économique* II, 1, 5 », *CEA*, 38, 2001, p. 27-34.
- Moatti 2018 : C. Moatti, *Res publica. Histoire romaine de la chose publique*, Paris, 2018.
- Mohr Mersing 2007 : K. Mohr Mersing, « The War-tax (*Tributum*) of the Roman Republic : A Reconsideration », *C&M*, 58, 2007, p. 215-235.
- Mommsen 1844 : T. Mommsen, *Die römischen Tribus in administrative Beziehung*, Altona, 1844.

- Mommsen 1889 : T. Mommsen, *Le Droit Public Romain*, VI/1, Paris, 1889.
- Mommsen 1891 : T. Mommsen, *Le Droit Public Romain*, VII, Paris, 1891.
- Mommsen 1894 : T. Mommsen, *Le Droit Public Romain*, IV, Paris, 1894.
- Mossé 1979 : C. Mossé, « Les symmories athéniennes », dans H. Van Effenterre (éd.), *Points de vue sur la fiscalité antique*, Paris, 1979, p. 31-42.
- Muñiz Coello 2011 : J. Muñiz Coello, « El *stipendium*, il cuestor y *qui aes tribuebat* (Gai. inst. IV 26). El abono de la paga al soldado en la República », *Klio*, 93, 2011, p. 131-148.
- Ñaco del Hoyo 2003 : T. Ñaco del Hoyo, *Vectigal incertum*, Oxford, 2003.
- Ñaco del Hoyo 2005 : T. Ñaco del Hoyo, « *Vectigal incertum* : guerra y fiscalidad republicana en el siglo II a.C. », *Klio*, 87, 2005, p. 366-395.
- Ñaco del Hoyo 2007 : T. Ñaco del Hoyo, « The Late Republican West : Imperial Taxation in the Making? », in O. Hekster, G. De Kleijn, D. Slootjes (ed.), *Crises and the Roman Empire*, Leiden – Boston, 2007, p. 219-231.
- Ñaco del Hoyo 2010 : T. Ñaco del Hoyo, « The Republican ‘War Economy’ Strikes Back : a ‘minimalist’ approach », dans N. Barrandon, F. Kirbihler (éd.), *Administrer les provinces de la République romaine*, Rennes, 2010, p. 171-180.
- Ñaco del Hoyo 2011 : T. Ñaco del Hoyo, « Roman Economy, Finance, and Politics in the Second Punic War », in D. Hoyos (ed.), *A Companion to the Punic Wars*, Malden – Oxford, 2011, p. 376-392.
- Northwood 2008 : S. Northwood, « Census and Tributum », in L. De Ligt, S. Northwood (ed.), *People, Land, and Politics*, Leiden – Boston, 2008, p. 257-270.
- Nuti 2009 : M. Nuti, « Il contesto politico e i propositi della *lex Sempronia frumentaria* », *RSA*, 39, 2009, p. 145-178.
- Orsoni 1989 : G. Orsoni, « Pierre Mendès-France, le budget et la fiscalité », dans M. Margairaz (éd.), *Pierre Mendès-France et l'économie*, Paris, 1989, p. 419-442.
- Pellecchi 2015 : L. Pellecchi, « *Quae triumviratu iusserat abolevit*. Gli esordi del potere normativo di Augusto in materia fiscale », in J.-L. Ferrary, J. Scheid (ed.), *Il princeps romano : autocrate o magistrato ?*, Pavia, 2015, p. 431-495.
- Philipp 1939 : H. Philipp, « *Tributum und tributus* », in *RE*, zw. Reihe, VII-1, 1939, col. 1-78.
- Rathbone 1993 : D. Rathbone, « The census qualification of the *assidui* and the *prima classis* », in De Agricultura. *In memoriam Pieter Willem De Neeve*, Amsterdam, 1993, p. 121-152.
- Rosenstein 2016a : N. Rosenstein, « *Bellum se ipsum alet*? Financing Mid-Republican Imperialism », in H. Beck, M. Jehne, J. Serrati (ed.), *Money and Power in the Roman Republic*, Bruxelles, 2016, p. 114-130.
- Rosenstein 2016b : N. Rosenstein, « Tributum in the Middle Republic », in J. Armstrong (ed.), *Circum mare. Themes in Ancient Warfare*, Leiden – Boston, 2016, p. 80-97.
- Rostowzew 1902 : M. Rostowzew, *Geschichte der Staatspacht in der römischen Kaiserzeit bis Diokletian*, Leipzig, 1902.
- Ruschenbusch 1978 : E. Ruschenbusch, « Die athenischen Symmorien des 4. Jh. v. Chr. », *ZPE*, 31, 1978, p. 275-284.
- Ruschenbusch 1985 : E. Ruschenbusch, « Ein Beitrag zur Leiturgie und zur Eisphora », *ZPE*, 59, 1985, p. 237-252.
- Scevola 2012 : R. Scevola, *Utilitas publica. I. Emersione nel pensiero greco e romano*, Padova, 2012.

- Spagnuolo Vigorita 1997 : T. Spagnuolo Vigorita, « *Lex Portus Asiae*. Un nuovo documento sull'appalto delle imposte », in *I rapporti contrattuali con la pubblica amministrazione*, Napoli, 1997, p. 113-190.
- Spagnuolo Vigorita 1999 : T. Spagnuolo Vigorita, « Il Monumentum Ephesenum e l'appalto del dazio asiatico », in *Ciudades privilegiadas en el Occidente romano*, Sevilla, 1999, p. 187-206.
- Tan 2015 : J. Tan, « The Roman Republic », in A. Monson, W. Scheidel (ed.), *Fiscal Regimes and the Political Economy of Premodern States*, Cambridge, 2015, p. 208-228.
- Tan 2017 : J. Tan, *Power and Public Finance at Rome, 264-49 BCE*, Oxford, 2017.
- Thiel 1954 : J. H. Thiel, *A History of Roman Sea-Power before the Second Punic War*, Amsterdam, 1954.
- Thomsen 1964 : R. Thomsen, *Eisphora*, Copenhagen, 1964.
- Valente 2011 : R. Valente, [*Aristotele*]. *Economici*, Alessandria, 2011.
- Van Berchem 1939 : D. Van Berchem, *Les distributions de blé et d'argent à la plèbe romaine sous l'Empire*, Genève, 1939.
- Van Effenterre 1979 : H. Van Effenterre (éd.), *Points de vue sur la fiscalité antique*, Paris, 1979.
- Van Nijf 2008 : O. Van Nijf, « The Social World of Tax Farmers and their Personnel », in M. Cottier et al., *The Customs Law of Asia*, Oxford, 2008, p. 279-311.
- Verboven 2003 : K. Verboven, « 54-44 B.C.E. : financial or monetary crisis ? », in E. Lo Cascio (ed.), *Credito e moneta nel mondo romano*, Bari, 2003, p. 49-68.
- Virlouvét 1989 : C. Virlouvét, « Le pain quotidien des cités antiques », *JRA*, 2, 1989, p. 222-234.
- Virlouvét 1995 : C. Virlouvét, *Tessera frumentaria. Les procédures de la distribution de blé public à Rome*, Rome, 1995.
- Willems 1885 : P. Willems, *Le Sénat de la République romaine*, II, Paris, 1885.
- Wolff 1985 : J. Wolff, *Pierre Mendès-France, une politique économique. 1953-1955*, Paris, 1985.
- Woytek 2003 : B. Woytek, *Arma et nummi. Forschungen zur römischen Finanzgeschichte und Münzprägung der Jahre 49 bis 42 v. Chr.*, Wien, 2003.